



**OPALE**  
OBSERVATOIRE  
PARTENARIAL  
ÉCONOMIE  
EMPLOI  
INSERTION

**Regard sur  
l'économie  
et les entreprises  
lyonnaises n°63**

AOÛT  
2024

## L'emploi progresse dans l'industrie mais recule dans le commerce et la construction

### SYNTHÈSE

L'activité économique est restée modérée en région lyonnaise depuis le printemps. Le mois de mai a en particulier été assez creux, suivi en juin d'une reprise timide. Les perspectives d'activité pour le deuxième semestre sont prudentes, notamment dans l'industrie où les carnets de commande continuent à se réduire, ainsi que dans le gros œuvre du bâtiment. L'activité progresse en revanche dans les services marchands.

Les créations d'emplois salariés dans le secteur privé poursuivent leur ralentissement, mais le nombre d'emplois reste globalement en augmentation, notamment dans l'industrie et dans les services aux entreprises. À l'inverse, l'emploi est en recul dans le commerce et dans la construction. Dans ce contexte, le nombre de demandeurs d'emploi est en hausse par rapport à l'an passé dans la plupart des intercommunalités du territoire, de même que le taux de chômage dans les grandes zones d'emploi.

Le focus proposé par l'Urssaf Rhône-Alpes met en lumière les activités de services générées par les particuliers employeurs, que ce soit en emploi à domicile ou en emploi d'assistantes maternelles.

|                               |    |
|-------------------------------|----|
| Focus : L'emploi à domicile   | 2  |
| Le contexte économique        | 3  |
| Les emplois salariés privés   | 4  |
| Les recrutements              | 6  |
| Les contrats d'apprentissage  | 7  |
| Les demandeurs d'emploi       | 8  |
| Le taux de chômage            | 10 |
| Les bénéficiaires du RSA      | 11 |
| Les créations d'entreprise    | 12 |
| Les défaillances d'entreprise | 13 |
| L'immobilier d'entreprise     | 14 |
| Actualités des entreprises    | 15 |

Achévé de rédiger le 26 août 2024

# Focus : L'emploi à domicile

Rédigé par :



## Clés de lecture

Le terme « particuliers employeurs » désigne ici les particuliers qui sont juridiquement employeurs de personnel. L'activité peut se situer hors ou au domicile de l'employeur. Cette définition recouvre :

1. Les employeurs de salariés au domicile de l'employeur, les déclarant via le Cesu (Chèque Emploi Service Universel), la DNS (Déclaration Nominative Simplifiée) et la Paje (Prestation d'accueil du Jeune enfant). Les principales activités sont les emplois d'aide-ménagère, d'aide pour personne âgée, de soutien scolaire et de garde d'enfant au domicile de l'employeur.
2. Les parents employeurs d'assistantes maternelles hors de leur domicile, les déclarant via la DNS et la Paje.

## Indicateurs

Le nombre d'employeurs correspond au nombre d'employeurs ayant adressé au moins une déclaration sur la période. Le nombre d'heures déclarées par le Cesu a été augmenté de 10 % (congés payés inclus). Le volume horaire déclaré des assistantes maternelles est égal au cumul des heures de garde de chaque enfant ; il ne correspond donc pas à la durée de travail des assistantes maternelles.

## L'emploi au domicile de l'employeur

En 2022, dans le Rhône, 63 900 particuliers employeurs déclarent au moins un salarié à leur domicile. Ils représentent un quart des employeurs de la région Auvergne-Rhône-Alpes (+3,4 % par rapport à 2021). Ces emplois représentent 10,7 millions d'heures sur l'ensemble de l'année 2022 (-1,5 %). Cette baisse est légèrement plus importante que la moyenne régionale (-0,6 %).

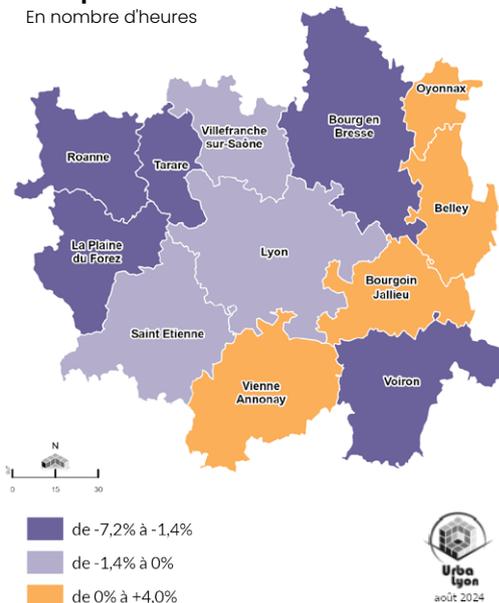
Parmi les zones d'emploi autour de l'agglomération lyonnaise, la zone d'emploi de Lyon représente 62 700 employeurs. Vienne-Annonay (7 200) et Bourg-en-Bresse (6 400) complètent le podium.

La zone d'emploi de Lyon affiche 10,4 millions d'heures rémunérées en 2022 (-1,4 % sur un an). Les zones d'emploi de Vienne-Annonay et Bourg-en-Bresse (respectivement 1,1 million d'heures et 1,0 million d'heures) n'ont pas la même évolution : +1,1 % pour Vienne-Annonay contre -2,0 % pour Bourg-en-Bresse. La zone d'emploi de Tarare est la plus faible avec uniquement 0,2 million d'heures déclarées en 2022, en recul de 7,2 %.

Les zones d'emploi de Bourgoin-Jallieu et Villefranche-sur-Saône représentent chacune 0,8 million d'heures en 2022.

## Évolution de l'emploi des employeurs à domicile entre 2021 et 2022 par zone d'emploi

En nombre d'heures



## L'emploi des assistantes maternelles

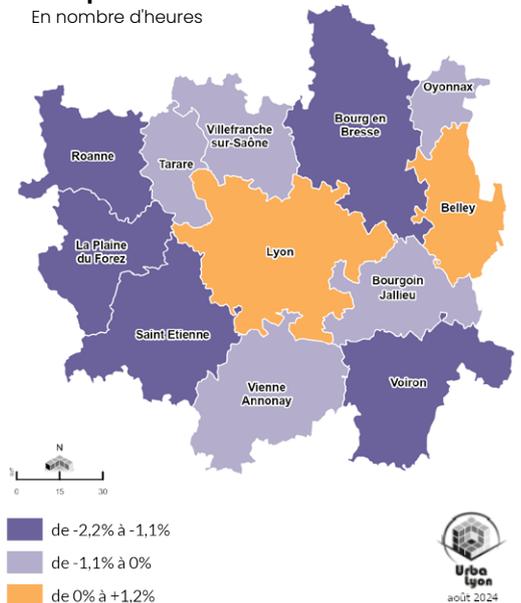
En 2022, dans le Rhône, 28 600 particuliers employeurs déclarent une assistante maternelle (-0,5 % en un an), soit un peu plus de 19 % des employeurs de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Ces emplois rhodaniens représentent 33,8 millions d'heures rémunérées sur l'ensemble de l'année 2022 (+1,7 % en un an). En Auvergne-Rhône-Alpes, le nombre d'employeurs d'assistantes maternelles diminue de 2,0 % pour une baisse de 0,1 % en nombre d'heures.

29 100 employeurs dans la zone d'emploi de Lyon déclarent une assistante maternelle en 2022. Bourgoin-Jallieu et Bourg-en-Bresse complètent le podium avec respectivement 5 800 et 5 500 employeurs.

Les principales zones d'emploi autour de Lyon diminuent en nombre d'heures rémunérées (Bourg-en-Bresse : -2,0 %, Bourgoin-Jallieu : -0,9 %). La zone d'emploi de Lyon, qui cumule 10,5 millions d'heures sur en 2022, résiste avec une évolution positive (+1,2 %).

## Évolution de l'emploi des assistantes maternelles entre 2021 et 2022 par zone d'emploi

En nombre d'heures



# Le contexte économique

## Sources

- Banque de France, *Tendances régionales Auvergne-Rhône-Alpes*, juin 2024
- Insee Auvergne-Rhône-Alpes, *Conjoncture régionale*, n°43, 12 juillet 2024
- Urssaf, *Conjoncture 1<sup>er</sup> trimestre 2024, Stat'ur Auvergne-Rhône-Alpes*, n°48, juillet 2024
- CCI Auvergne-Rhône-Alpes, *Conjoncture TPE-PME*, août 2024
- Banque de France, *Enquête mensuelle de conjoncture*, 10 juillet 2024
- Insee, *Note de conjoncture*, 9 juillet 2024
- Insee, *Comptes nationaux trimestriels - 2<sup>e</sup> trimestre 2024*, 30 juillet 2024

## Une activité modérée au niveau national...

L'activité est restée modérée en France au premier semestre. L'Insee estime que le produit intérieur brut (PIB) en volume a augmenté de +0,3 % au premier trimestre puis de +0,3 % au deuxième trimestre. Le commerce extérieur est bien orienté, avec des exportations dynamiques et des importations stables. La consommation des ménages évolue peu, malgré l'amélioration du pouvoir d'achat. Le taux d'épargne reste élevé et la confiance des ménages dégradée.

Au deuxième trimestre, la production totale rebondit, tirée par les services marchands (+0,8 %) et notamment les services aux entreprises, l'hébergement-restauration et l'information-communication. En revanche, la production est de nouveau en baisse dans l'industrie (-0,4 %), en particulier dans les matériels de transport, ainsi que dans la construction (-0,7 %).

## ... comme au niveau régional

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'activité économique a été stable au deuxième trimestre, selon la Banque de France. La reprise au mois de juin n'a pas permis de rattraper le ralentissement enregistré en mai. Dans l'industrie, la production est plutôt faible et les carnets de commande jugés insuffisants ; l'activité est en baisse dans les matériels de transport, le textile-habillement et l'industrie pharmaceutique. L'activité est également jugée molle dans les services marchands, avec un ralentissement au deuxième trimestre par rapport au trimestre précédent. Le niveau de la trésorerie est parfois bas, en particulier dans l'hôtellerie et le transport de marchandises.

Les petites et moyennes entreprises interrogées par la CCI Auvergne-Rhône-Alpes tirent également un bilan nuancé du premier semestre. Elles sont plus nombreuses qu'au semestre précédent à avoir enregistré une diminution de leur chiffre d'affaires, le principal frein étant le manque de vigueur de l'activité. Les questions de coût de l'énergie, de difficultés de recrutement et de trésorerie restent prégnantes.

## L'inflation en baisse mais toujours présente

L'inflation a reflué mais reste positive : en juillet, les prix à la consommation s'affichent toujours en hausse, estimée par l'Insee à +2,3 % en un an. Si les prix des services et de l'alimentation ralentissent, ceux de l'énergie, et en particulier du gaz, accélèrent à nouveau.

## Un climat des affaires qui se dégrade

Les enquêtes de l'Insee auprès des entreprises font état d'une nette dégradation du climat des affaires en juillet au niveau national. Il atteint son plus bas niveau depuis février 2021. Tous les secteurs contribuent à cette détérioration : industrie, commerce de détail, commerce de gros, bâtiment et services. Les incertitudes quant au contexte politique, à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale et des élections législatives, y contribuent.

Au niveau régional, les perspectives d'activité affichées par les entreprises pour le deuxième semestre sont prudentes. L'accueil des Jeux olympiques et paralympiques à Paris pendant l'été ne devrait avoir que peu d'impact localement.



# Les emplois salariés du secteur privé

## Clés de lecture

**Champ** : effectif salarié en fin de trimestre de l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel, qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation et la santé non marchandes, l'emploi par les ménages de salariés à domicile et les entreprises relevant de la Mutualité sociale agricole. Les effectifs apprentis sont inclus, mais pas les effectifs intérimaires.

**Source** : Urssaf Rhône-Alpes. Données brutes, évolutions annuelles.

**Périmètres** : EPCI du Carré métropolitain, CTM de la métropole de Lyon

## Lexique

**EPCI** : établissement public de coopération intercommunale

**CTM** : conférence territoriale des maires (regroupement des communes de la métropole de Lyon par bassin de vie)

**CC** : communauté de communes

**CA** : communauté d'agglomération

**Carré métropolitain** : périmètre d'étude et d'observation d'Urbalyon

## Des créations d'emplois moins dynamiques

Les effectifs salariés du secteur privé sont globalement en hausse entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2023 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2024 dans le Carré métropolitain, comme au niveau national. Cette hausse est relativement modérée : +0,8 %, contre +2,2 % il y a un an. Elle confirme le ralentissement du dynamisme des créations d'emploi après plusieurs trimestres de forte hausse, suivant ainsi le ralentissement de l'économie.

L'emploi augmente dans la majorité des EPCI partenaires de l'Agence d'urbanisme. Les hausses les plus fortes se situent dans les CC de la Côtière à Montluel (+2,7 % soit 190 emplois supplémentaires en un an) et de l'Est lyonnais (+2,1 %, +560). La métropole de Lyon affiche une progression de +1,2 %, ce qui représente 7 330 emplois supplémentaires en un an. Parmi les CTM, celles de Lyon et de Porte des Alpes figurent parmi les plus dynamiques (respectivement +1,7 % et +1,4 %).

## L'industrie toujours en hausse

La hausse de l'emploi se poursuit dans l'industrie-énergie-environnement dans la plupart des territoires. C'est notamment le cas dans

la métropole de Lyon (+1,8 % en un an, soit +1 530 emplois), où l'emploi progresse dans l'énergie, la fabrication de matériel de transport et la métallurgie. C'est également le cas dans la Vallée du Garon (+5,1 %) ou la Plaine de l'Ain (+2,1 %).

Le commerce de gros et automobile enregistre de belles progressions, notamment dans la métropole de Lyon, la CA Porte de l'Isère et la CC de l'Est Lyonnais.

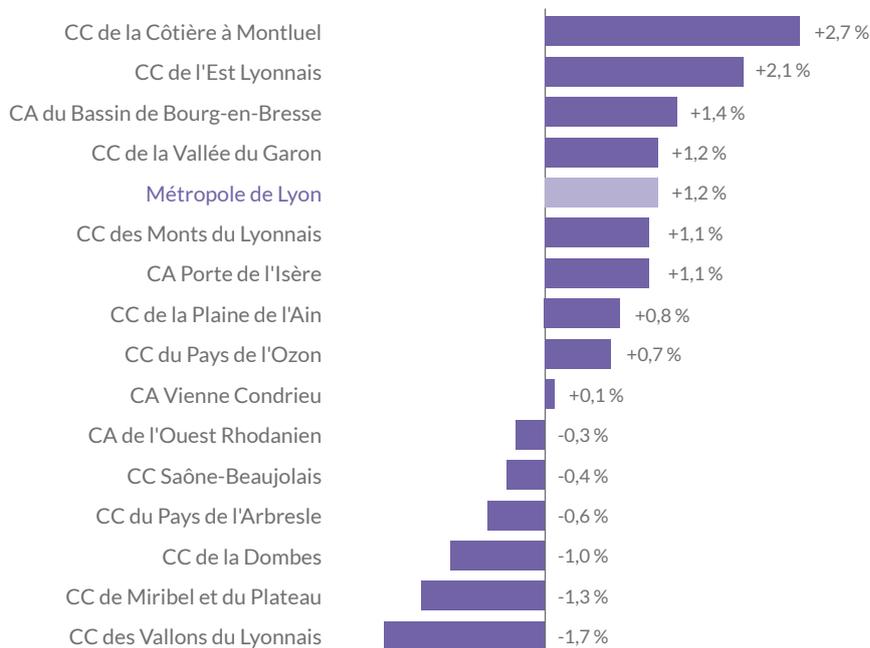
Les services aux entreprises restent le secteur le plus créateur d'emplois dans la métropole de Lyon : +4 110 emplois (soit +1,7 %) ; cette hausse est tirée par les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie et par les activités financières et d'assurance. Les évolutions sont plus modestes dans les autres EPCI.

La croissance des emplois dans les services aux particuliers est mieux répartie dans les différents territoires, notamment dans les CC du Pays de l'Ozon (+8,3 %) et de l'Est Lyonnais (+6,5 %) ou la CA du Bassin de Bourg-en-Bresse (+4,4 %). La métropole de Lyon affiche +1,3 %.

Les secteurs du BTP et du commerce de détail sont en revanche en baisse dans la plupart des EPCI. Dans la métropole de Lyon, le recul atteint respectivement 580 et 740 emplois en un an.

## Évolution de l'emploi salarié privé en un an

Évolution entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2023 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2024

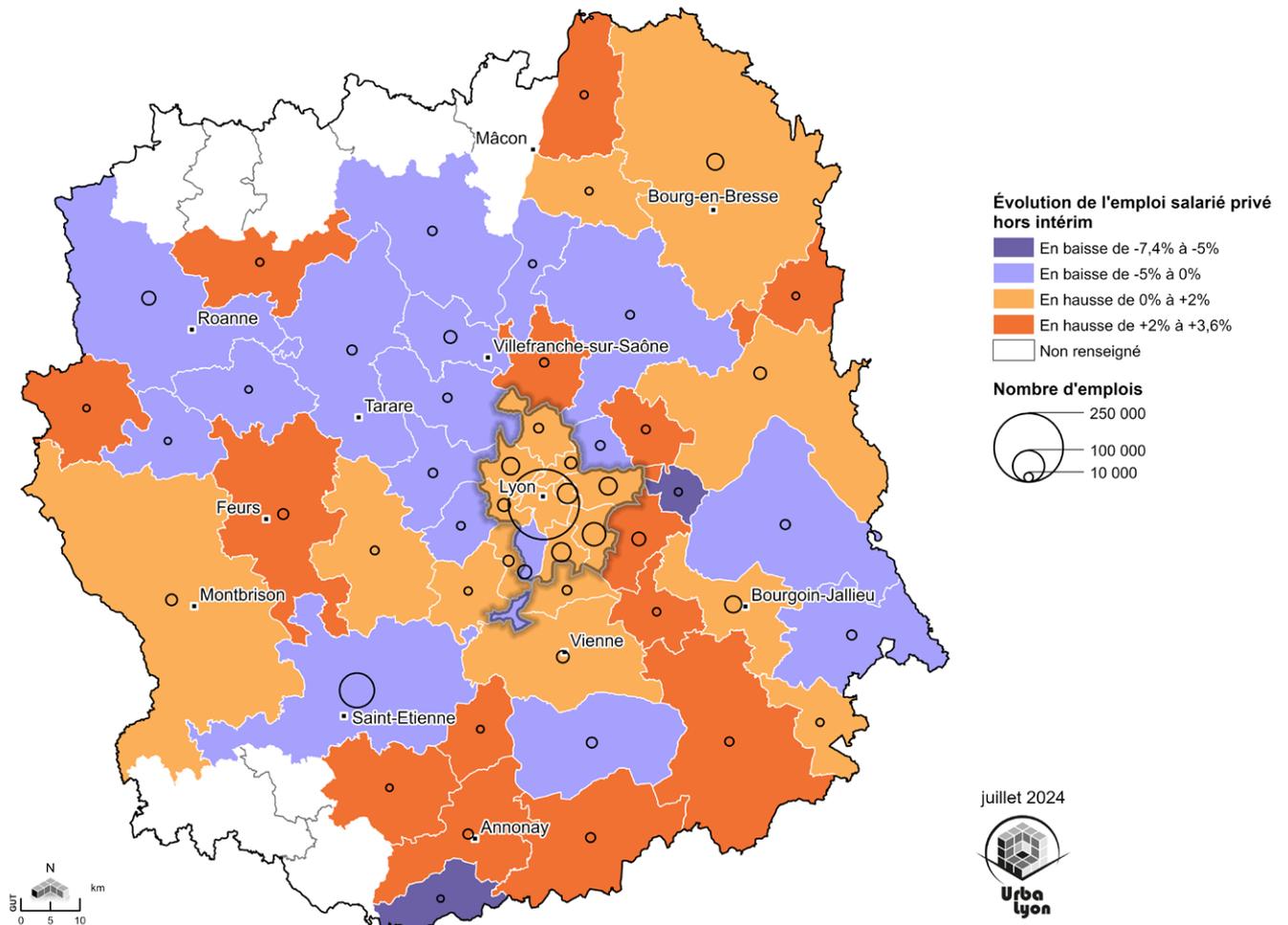




## Emploi salarié privé au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 et évolution en un an par secteur

|                                 | Emplois T1 2024 | Industrie, énergie, environnement | BTP  | Commerce de gros et automobile | Commerce de détail | Transports - logistique | Services aux entreprises, finance, immobilier | Services aux particuliers | Ensemble |
|---------------------------------|-----------------|-----------------------------------|------|--------------------------------|--------------------|-------------------------|---|---------------------------|----------|
| MÉTROPOLE DE LYON               | 641 055         | +1 535                            | -578 | +1 128                         | -742               | +7                      | +4 112  | +1 867                    | +7 329   |
| CA PORTE DE L'ISÈRE             | 41 878          | +134                              | -112 | +208                           | -120               | +183                    | +70   | +79                       | +442     |
| CA DU BASSIN DE BOURG-EN-BRESSE | 41 144          | +34                               | -78  | +10                            | -9                 | +26                     | +60   | +542                      | +585     |
| CC DE L'EST LYONNAIS            | 27 809          | +72                               | +135 | +177                           | -98                | +61                     | +77   | +137                      | +561     |
| CA VIENNE CONDRIEU              | 23 027          | +69                               | -74  | -47                            | -23                | -3                      | +61   | +32                       | +15      |
| CC DE LA PLAINE DE L'AIN        | 22 588          | +174                              | -25  | -62                            | -8                 | +18                     | +38   | +39                       | +174     |
| CC DE LA VALLÉE DU GARON        | 16 356          | +182                              | -32  | -9                             | -66                | +29                     | +69   | +25                       | +198     |
| CA DE L'OUEST RHODANIEN         | 11 760          | -27                               | -23  | -7                             | +44                | -1                      | -28   | +9                        | -33      |
| CC DE MIRIBEL ET DU PLATEAU     | 10 279          | -58                               | -14  | -122                           | +30                | -5                      | +6  | +29                       | -134     |
| CC DU PAYS DE L'OZON            | 10 187          | +20                               | +40  | +47                            | +14                | -98                     | -26   | +77                       | +74      |
| CC DU PAYS DE L'ARBRESLE        | 9 389           | -14                               | -74  | +7                             | -2                 | -8                      | +13   | +24                       | -54      |
| CC SAÔNE-BEAUJOLAIS             | 9 333           | -55                               | -24  | +1                             | -14                | +30                     | +12   | +13                       | -37      |
| CC DE LA CÔTIÈRE À MONTLUEL     | 7 260           | +44                               | +17  | +64                            | -3                 | +68                     | -10   | +12                       | +192     |
| CC DES MONTS DU LYONNAIS        | 7 161           | -5                                | +15  | +21                            | -2                 | +11                     | 0   | +41                       | +81      |
| CC DE LA DOMBES                 | 6 620           | -13                               | -47  | +19                            | +18                | +2                      | -25   | -22                       | -68      |
| CC DES VALLONS DU LYONNAIS      | 6 055           | -64                               | -50  | +28                            | +9                 | 0                       | +22   | -48                       | -103     |

## Nombre d'emplois salariés privés au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 par EPCI et CTM de la métropole de Lyon et évolution en un an





# Les recrutements

## Clés de lecture

**Déclaration préalable à l'embauche (DPAE) :** formalité obligatoire effectuée par l'employeur dans les huit jours précédant l'embauche, quelle que soit la durée du contrat de travail. Ne sont comptés ici que les contrats d'au moins un mois hors intérim.

**Source :** Open data France Travail Auvergne-Rhône-Alpes ([www.observatoire-emploi-ara.fr](http://www.observatoire-emploi-ara.fr)) - Urssaf, CCMSA. Données corrigées des variations saisonnières.

**Périmètres :** EPCI adhérents à l'Agence d'urbanisme de Lyon

## Lexique

**EPCI :** établissement public de coopération intercommunale

**CC :** communauté de communes

**CA :** communauté d'agglomération

**CDD :** contrat à durée déterminée

**CDI :** contrat à durée indéterminée

## Le nombre des embauches diminue dans la majorité des EPCI

Douze intercommunalités sur les seize étudiées enregistrent une baisse des recrutements au 1<sup>er</sup> semestre 2024 par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2023. La baisse la plus marquée concerne la CA de Vienne Condrieu avec -8 %, soit 430 recrutements de moins. D'autres territoires, y compris la métropole de Lyon, sont impactés par le recul des embauches. Ces dernières baissent de 6 % dans la CC de Miribel et du Plateau et de 4 % dans les CC de l'Est lyonnais et de la Plaine de l'Ain. La métropole de Lyon enregistre un recul de 1 % (soit 1 500 recrutements de moins).

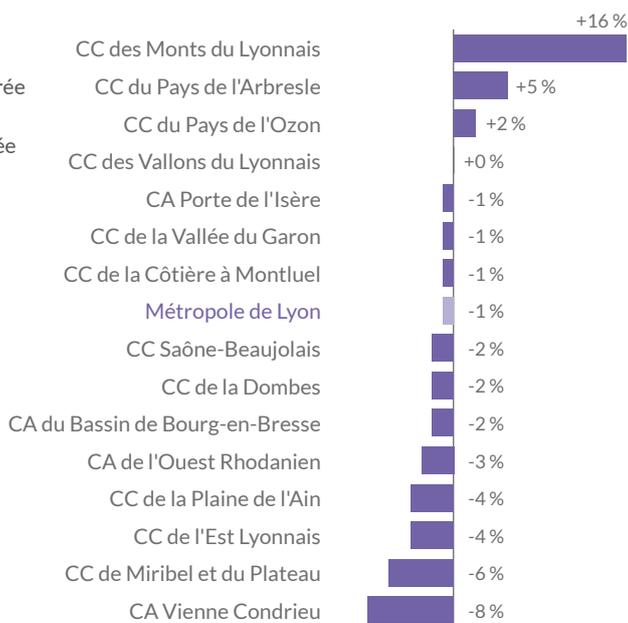
Quatre EPCI voient le nombre d'embauches se stabiliser ou progresser : +0,2 % dans les CC des Vallons du Lyonnais, +2 % dans la CC du Pays de l'Ozon, +5 % dans la CC du Pays de

l'Arbresle et +16 % dans la CC des Monts du Lyonnais.

Sur une année glissante (juillet 2023 à juin 2024), le nombre de recrutements dans la métropole de Lyon est en baisse par rapport à la période précédente allant de juillet 2022 à juin 2023 (-5,2 %). La diminution impacte tous les secteurs d'activité et plus fortement celui de la construction (-8 %). L'industrie est le secteur le moins impacté avec -2 % et les services, secteur de loin le plus recruteur dans la métropole, enregistre une baisse de 5,4 %. L'analyse des types de contrat de travail proposés montre un recul plus prononcé des CDD de trois mois et plus (-10,5 % pour les CDD d'une durée de trois à six mois et -7,4 % pour les CDD de plus de six mois). Le CDI demeure le type de recrutement principal avec près de deux embauches sur trois (62 %) dans la métropole de Lyon. Leur nombre a baissé de 4,4 %.

## Évolution du nombre de recrutements au 1<sup>er</sup> semestre 2024

par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2023



## Nombre de recrutements au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2024

|                                 |         |
|---------------------------------|---------|
| MÉTROPOLE DE LYON               | 132 330 |
| CA PORTE DE L'ISÈRE             | 8 180   |
| CA DU BASSIN DE BOURG-EN-BRESSE | 7 650   |
| CA VIENNE CONDRIEU              | 5 100   |
| CC DE L'EST LYONNAIS            | 4 970   |
| CC DE LA PLAINE DE L'AIN        | 3 410   |
| CC DE LA VALLÉE DU GARON        | 2 940   |
| CC DE MIRIBEL ET DU PLATEAU     | 1 990   |
| CC PAYS DE L'OZON               | 1 970   |
| CA DE L'OUEST RHODANIEN         | 1 960   |
| CC SAÔNE-BEAUJOLAIS             | 1 920   |
| CC DU PAYS DE L'ARBRESLE        | 1 590   |
| CC DE LA DOMBES                 | 1 540   |
| CC DES MONTS DU LYONNAIS        | 1 270   |
| CC DE LA CÔTIÈRE À MONTLUEL     | 1 170   |
| CC DES VALLONS DU LYONNAIS      | 1 090   |



# Les contrats d'apprentissage

## Définitions

Le contrat d'apprentissage est un contrat de travail conclu entre un employeur (public ou privé) et un salarié. Il est principalement ouvert aux jeunes de 16 à 29 ans et permet de se former en alternance, en découvrant le monde du travail tout en préparant un diplôme reconnu par l'État (diplôme professionnel de l'enseignement secondaire, diplôme de l'enseignement supérieur, titre à finalité professionnelle). En 2018, la loi « Avenir professionnel » a réformé en profondeur le dispositif, en relevant le plafond d'âge ainsi qu'en modifiant les aides destinées aux employeurs et le financement des centres de formation des apprentis (CFA).

**Source :** Système d'information sur l'apprentissage (SIA), Dares. Localisation à l'adresse de l'établissement employeur.

**Périmètre :** circonscription départementale du Rhône

## Un fort ralentissement du nombre de contrats en 2024 après l'envolée de la période 2020-2023

Le nombre de bénéficiaires de contrats d'apprentissage a littéralement explosé depuis la réforme du dispositif en 2018, expliquant une partie de la progression des emplois salariés depuis trois ans.

Dans le Rhône, le nombre de contrats en cours est ainsi passé de 11 870 en mai 2019 à 41 030 en mai 2024, soit une hausse de 246 % en cinq ans. La progression atteint +134 % au niveau national, +131 % en Isère et +94 % dans l'Ain.

2,5 % des bénéficiaires de contrats d'apprentissage dans le Rhône en mai 2024.

Après une première vague de baisse en septembre 2022, une nouvelle diminution du financement des contrats d'apprentissage est entrée en vigueur en septembre 2023, avec une diminution de 5 % de l'enveloppe financière. Les formations infra-bac aux métiers en tension, dont ceux du bâtiment, de l'hôtellerie et de la boulangerie, font partie des plus touchées. Malgré cela, les entrées en apprentissage restent très élevées dans le Rhône au cours de l'année 2023, avec 35 620 entrées en apprentissage, soit un effectif stable par rapport à 2022 (35 670 entrées après 29 700 en 2021).

## Profil des apprentis pour les contrats débutés en 2023

Secteur privé



### Des hommes encore majoritaires

**55 %** des contrats débutés en 2023 concernent des hommes (stable sur un an).



### Un âge à l'entrée qui stagne

**57 %** des contrats sont signés par des apprentis ayant 20 ans ou plus (stable sur un an).



### En majorité pour préparer un diplôme ou un titre de niveau supérieur au bac

**61 %** des contrats s'inscrivent dans le cadre d'une formation de niveau bac +2 ou plus (stable sur un an).

Source : Dares – Données nationales



### Dans des petites entreprises pour près d'1 contrat sur 2

**44 %** des contrats débutés en 2023 sont signés dans des entreprises de moins de 10 salariés, contre 46 % en 2022.

### Dans quatre principaux secteurs d'activité



**23 %** des contrats : commerce, réparation d'automobiles et de motocycles



**15 %** des contrats : soutien aux entreprises



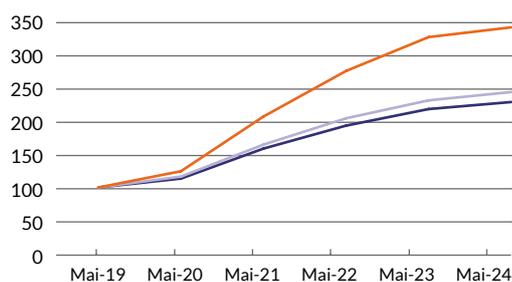
**14 %** des contrats : industrie



**11 %** des contrats : construction

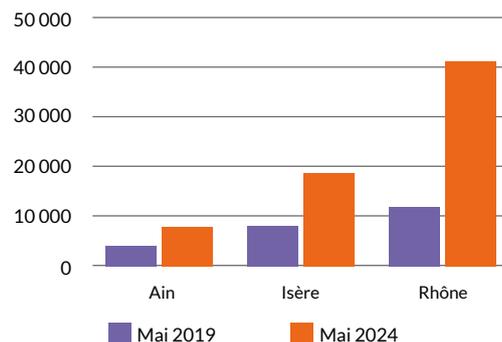
## Évolution du nombre de contrats d'apprentissage depuis cinq ans

(base 100 en mai 2019)



— Rhône  
— Auvergne-Rhône-Alpes  
— France métropolitaine

## Nombre de contrats d'apprentissage en cours par département





# Les demandeurs d'emploi

## Clés de lecture

Sources : France Travail – STMT et Observatoire de France Travail Auvergne-Rhône-Alpes ([www.observatoire-emploi-ara.fr](http://www.observatoire-emploi-ara.fr)) : données brutes ; sauf la courbe d'évolution : données CVS

Périmètres : EPCI adhérents à l'Agence d'urbanisme de Lyon

## Définitions

Les catégories A, B et C regroupent des demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Les catégories A sont sans emploi.

Les catégories B ont exercé une activité réduite courte (78h et moins au cours du mois).

Les catégories C ont exercé une activité réduite longue (plus de 78h au cours du mois)

EPCI : établissement public de coopération intercommunale

QPV : quartier politique de la ville

## Le nombre de demandeurs d'emploi augmente dans la plupart des EPCI

À fin juin 2024, dans la métropole de Lyon, le nombre de personnes inscrites à France Travail et tenues de rechercher un emploi (catégories ABC) est de 116 850. Ce nombre augmente de 2,5 % par rapport à juin 2023, ce qui représente 2 850 personnes supplémentaires. Les demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) sont 64 400, également en hausse par rapport à juin 2023 (+3,1 %).

Parmi les seize EPCI adhérents à l'Agence, quatre affichent une baisse annuelle du nombre de demandeurs d'emploi de catégories ABC : ceux de la CA Porte de l'Isère, des CC de la Vallée du Garon, de l'Est lyonnais et du Pays de l'Ozon. La baisse est en particulier notable dans la CC de la Vallée du Garon avec -2.5 % en un an. Le nombre de demandeurs

d'emploi augmente dans les douze autres EPCI. Les augmentations annuelles les plus fortes concernent la CA de Vienne Condrieu (+4,3 %), les CC du Pays de l'Arbresle (+6,8 %), des Vallons du Lyonnais (+5,9 %), de la Côtière à Montluel (+4,8 %), de Saône-Beaujolais (+4,4 %) et de Miribel et du Plateau (+4,3 %).

S'agissant des demandeurs d'emploi sans aucune activité au cours du mois (catégorie A), cinq EPCI observent une baisse. Seulement deux EPCI affichent une baisse à la fois du nombre de demandeurs d'emploi de catégories ABC et de catégorie A. La part des personnes sans aucune activité représente plus de la moitié des personnes inscrites à France travail et tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi dans huit EPCI ; en particulier, elles comptent pour 55 % des demandeurs d'emploi de la métropole de Lyon et dans la CC de Miribel et du Plateau.

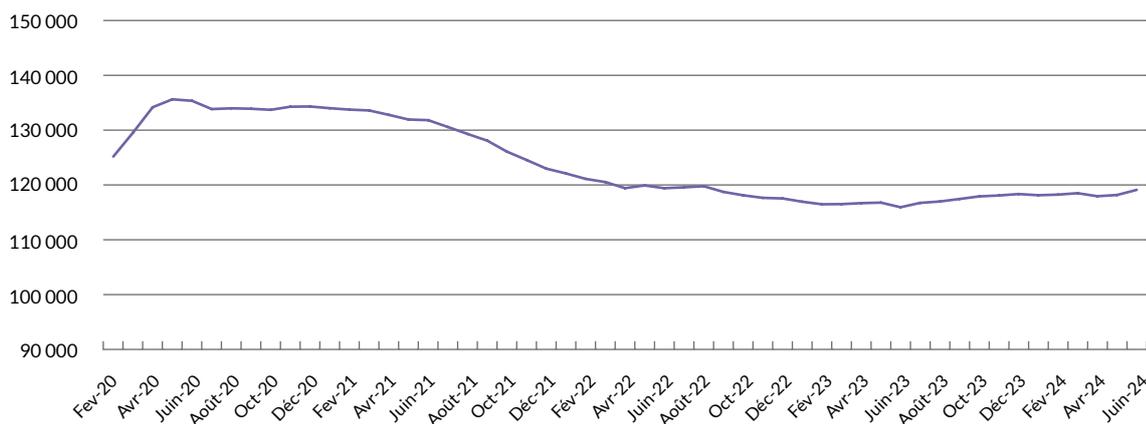
## Nombre de demandeurs d'emploi (DE) fin juin 2024 et évolution sur un an

Données brutes

|                                 | DE cat ABC | Évolution en un an | DE cat A | Évolution en un an |
|---------------------------------|------------|--------------------|----------|--------------------|
| MÉTROPOLE DE LYON               | 116 850    | +2,5 %             | 64 400   | +3,1 %             |
| CA DU BASSIN DE BOURG-EN-BRESSE | 9 110      | +2,4 %             | 4 360    | +1,0 %             |
| CA PORTE DE L'ISÈRE             | 8 710      | -0,1 %             | 4 550    | +1,4 %             |
| CA VIENNE CONDRIEU              | 5 950      | +4,3 %             | 3 210    | +4,1 %             |
| CC PLAINE DE L'AIN              | 5 390      | +1,0 %             | 2 710    | +1,3 %             |
| CA DE L'OUEST RHODANIEN         | 3 150      | +2,9 %             | 1 540    | +4,5 %             |
| CC SAÔNE-BEAUJOLAIS             | 2 650      | +4,4 %             | 1 240    | +7,3 %             |
| CC DU PAYS DE L'ARBRESLE        | 2 110      | +6,8 %             | 980      | +3,5 %             |
| CC DE LA DOMBES                 | 1 960      | +0,2 %             | 920      | -1,3 %             |
| CC EST LYONNAIS                 | 1 890      | -0,6 %             | 950      | -2,1 %             |
| CC VALLÉE DU GARON              | 1 670      | -2,5 %             | 850      | -2,3 %             |
| CC DES MONTS DU LYONNAIS        | 1 660      | +2,0 %             | 630      | -4,8 %             |
| CC DES VALLONS DU LYONNAIS      | 1 550      | +5,9 %             | 710      | +4,4 %             |
| CC DE LA CÔTIÈRE A MONTLUEL     | 1 460      | +4,8 %             | 710      | -0,1 %             |
| CC DE MIRIBEL ET DU PLATEAU     | 1 400      | +4,3 %             | 770      | +7,4 %             |
| CC PAYS DE L'OZON               | 1 350      | -1,2 %             | 690      | +3,0 %             |

### Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégories ABC dans la métropole de Lyon

Données cvs



#### Les demandeurs d'emploi sans activité depuis au moins deux ans épingnés par la hausse

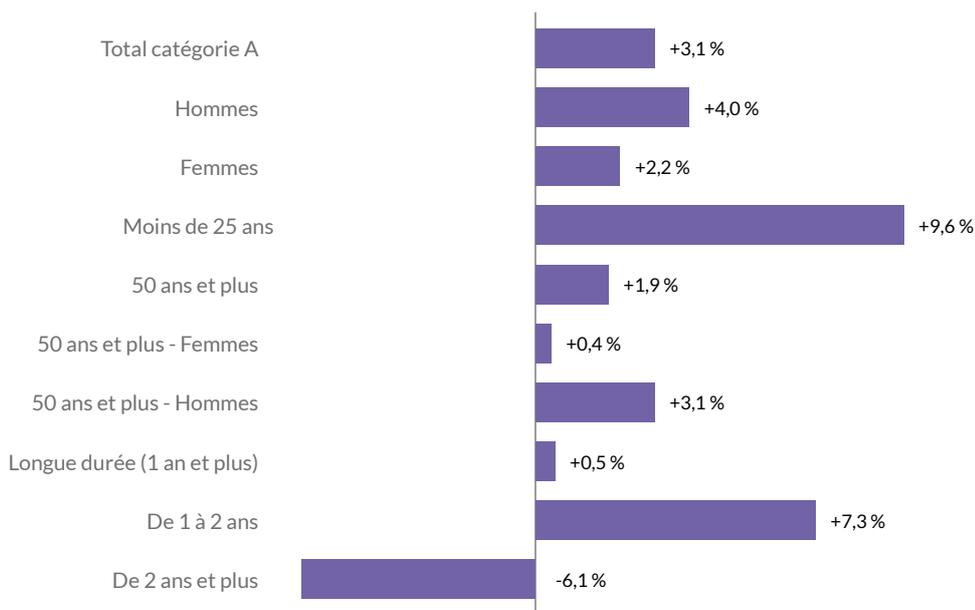
À fin juin 2024, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmente de 3,1 % en un an dans la métropole de Lyon. La hausse est installée quel que soit le genre et quelle que soit la tranche d'âge : +2,2 % de public féminin, +4,0 % de public masculin, +9,6 % de jeunes de moins de 25 ans, +2,3 % de demandeurs âgés de 25 à 49 ans, +1,9 % de personnes de 50 ans

et plus. Elle concerne aussi de façon notable les bénéficiaires du RSA et les résidents en QPV, respectivement + 5,1 % et +4,2 % en un an.

Seul le nombre de demandeurs d'emploi de très longue durée (deux ans et plus) affiche une baisse notable (-6.1 %). Conséquence des baisses observées depuis plusieurs mois, les demandeurs d'emploi de très longue durée représentent désormais 16 % des demandeurs d'emploi de catégorie A à fin juin 2024 (contre 21 % en juin 2022).

#### Évolution en un an du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A dans la métropole de Lyon, selon le profil

Juin 2024 par rapport à juin 2023. Données brutes



# Le taux de chômage

## Clés de lecture

Le **taux de chômage** est le rapport entre le nombre de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) et le nombre de personnes actives (en emploi ou au chômage).

Un **chômeur** au sens du BIT est une personne âgée de 15 ans ou plus qui est sans emploi au cours de la semaine de référence, est disponible pour travailler dans les deux semaines à venir et a effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois.

Source : Insee, Estimations de taux de chômage localisés, en moyenne trimestrielle, données corrigées des variations saisonnières

Périmètres : zones d'emploi

Carré métropolitain : périmètre d'étude et d'observation d'Urbalyon

## Le chômage semble s'engager dans une tendance à la baisse

Au premier trimestre 2024, les taux de chômage des zones d'emploi du Carré métropolitain se situent entre 5,0 % et 8,1 %, comme au trimestre précédent. Dans certaines zones d'emploi, la part des chômeurs dans la population active est en baisse ce trimestre (Belley, Bourgoin-Jallieu, Lyon, Voiron).

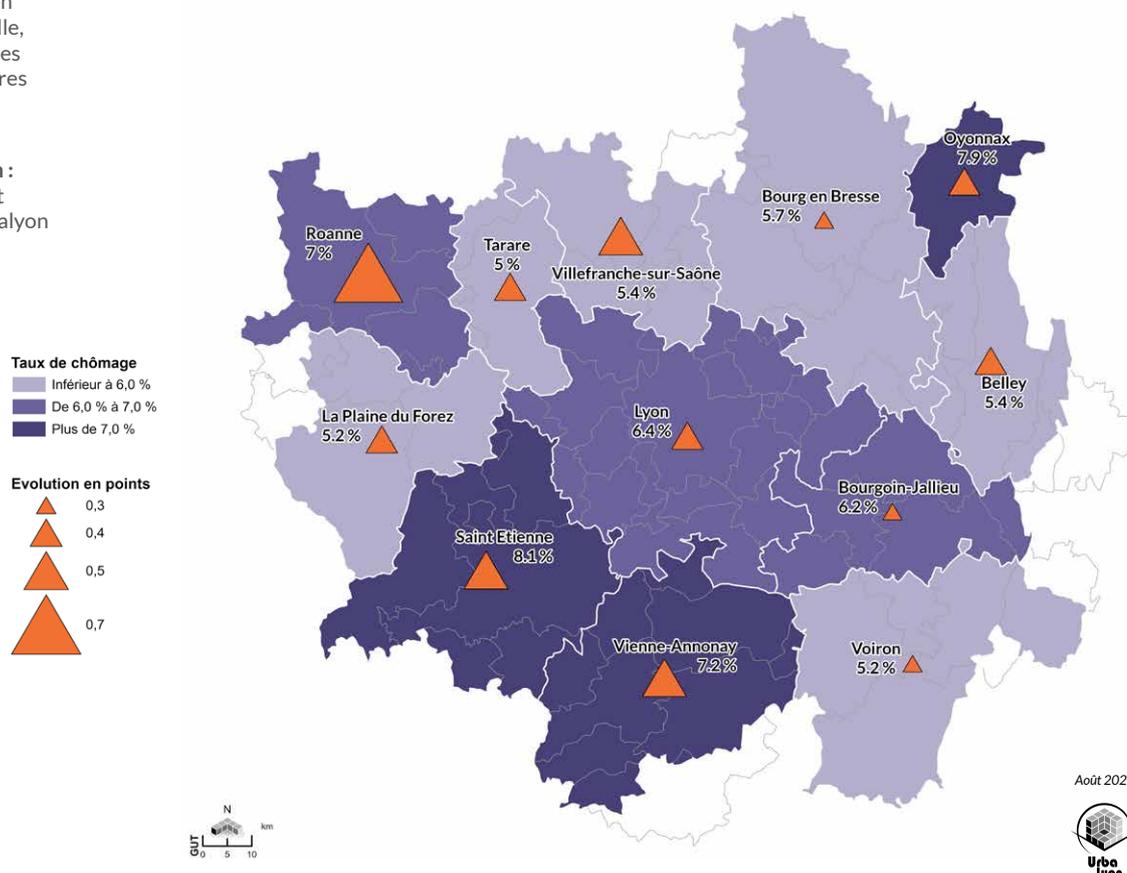
Globalement, il semble que le taux de chômage amorce une tendance à la baisse par rapport au trimestre précédent, même si celle-ci ne suffit pas, à ce stade, à retrouver le niveau du premier trimestre 2023 : les taux de chômage du premier trimestre 2024 sont tous supérieurs à ceux relevés un an auparavant.

Cinq zones d'emploi présentent des taux de chômage d'au moins 7 % : celles d'Oyonnax, de

Saint-Étienne, de Roanne et de Vienne-Annonay. En particulier, dans celle de Saint-Étienne, le taux de chômage dépasse 8 % pour le deuxième trimestre consécutif (8,1 %). Les zones d'emploi de Tarare (5,0 %), de la Plaine du Forez (5,2 %), de Voiron (5,2 %), de Villefranche-sur-Saône (5,4 %) et de Belley (5,4 %) affichent les taux de chômage les moins élevés. Le taux de chômage de la zone d'emploi de Lyon s'établit à 6,4 % de la population active (+0,4 point par rapport à un an auparavant mais en diminution de 0,1 point par rapport au trimestre précédent).

Le taux de chômage de la métropole de Lyon est supérieur à celui du département du Rhône (4,5 %) et à celui de la région (6,4 %). Il s'établit à 7,2 % au premier trimestre 2024, supérieur de 0,5 point à ce qu'il était un an plus tôt.

## Taux de chômage par zone d'emploi au premier trimestre 2024 et évolution en un an





# Les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA)

## Clés de lecture

Le revenu de solidarité active (RSA) est une allocation qui complète les ressources initiales du foyer pour qu'elles atteignent le niveau d'un revenu garanti. L'allocation varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfant(s) à charge, du montant des revenus d'activité du foyer, de certaines autres ressources (pensions alimentaires, rentes, indemnités chômage...) et des aides au logement perçues.

La prime d'activité (PPA) est une prestation vise à lever les freins monétaires au retour à l'emploi et à soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs aux ressources modestes. Elle permet également aux jeunes actifs âgés de 18 à 25 ans de bénéficier d'une aide à l'emploi, y compris les étudiants et les apprentis. La prime d'activité est calculée sur la base des ressources de l'ensemble des membres du foyer, indiquées à la Caf par une déclaration trimestrielle.

Source : Caf du Rhône – Données semi-définitives

Périmètre : métropole de Lyon

## 290 foyers allocataires de moins en un an

En avril 2024, le nombre de foyers allocataires du RSA atteint 39 870 dans la métropole de Lyon, ce qui correspond à 290 ménages allocataires de moins en un an (-0,5 %). La baisse des effectifs d'allocataires du RSA se poursuit mais à un rythme nettement moins soutenu qu'au cours de la période précédente (-2,3 % entre avril 2022 et avril 2023). Le nombre de ménages allocataires de la prime d'activité atteint 103 370. Il est en diminution de 3,3 % en un an, soit près de 3 500 allocataires de moins.

Le dynamisme du marché du travail de ces trois dernières années, bien qu'atténué en 2023 et au premier semestre 2024, a permis à des allocataires du RSA d'accéder à un emploi et de sortir du dispositif, même temporairement, ce qui demeure encourageant. Le niveau d'allocataires est désormais équivalent à celui d'avant la crise sanitaire, mais les difficultés demeurent voire s'accroissent pour celles et ceux qui sont les plus durablement privés d'emploi.

## Les bénéficiaires du RSA depuis plus de 4 ans et les seniors toujours en hausse

La situation à fin mars 2024 montre la poursuite de la progression des effectifs des allocataires du RSA les plus anciens dans le dis-

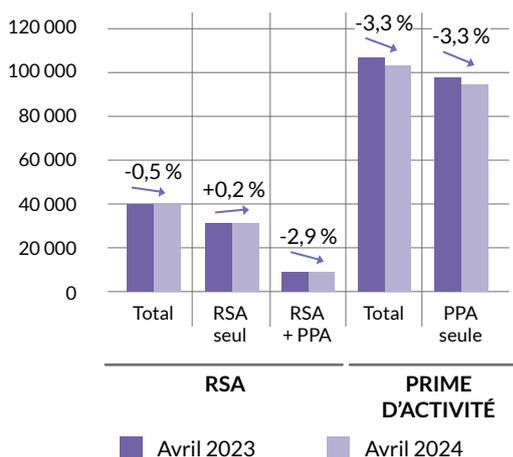
positif. Le nombre de ceux bénéficiant du RSA depuis plus de quatre ans atteint 24 730 fin mars 2024, soit 400 foyers supplémentaires en un an et 25 % de plus qu'en mars 2020 au commencement de la crise sanitaire. La part des allocataires du RSA depuis plus de quatre ans est en hausse de 1,3 point en un an et représente désormais 54 % du total des allocataires (contre 42 % en mars 2020). Ce constat confirme qu'une frange croissante de la population la plus éloignée de l'emploi reste en marge du marché du travail.

Les allocataires dans le dispositif depuis deux à quatre ans enregistrent des évolutions très encourageantes avec -13,7 % d'allocataires dans le dispositif depuis deux à trois ans et -9,3 % d'allocataires depuis trois à quatre ans. En revanche, les allocataires récemment entrés dans le dispositif (depuis un à six mois) voient leur nombre croître sensiblement (+6,6 % en un an), tout comme les allocataires âgées de 60 à 64 ans (+3,7 %) même si leurs effectifs restent faibles (2 550 soit 6,3 % de l'ensemble des allocataires). Plus globalement, la part des seniors âgés de 55 ans et plus est en hausse significative ces dernières années. Elle est passée de 14 % en mars 2020 à 16 % en mars 2024, avec désormais 6 480 allocataires dans cette tranche d'âge soit 650 allocataires supplémentaires en quatre ans.

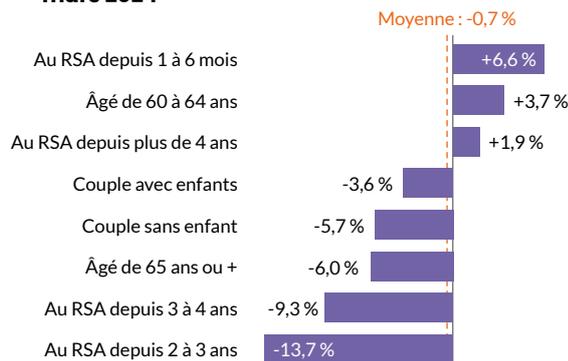
## Nombre de foyers allocataires fin avril 2024

|                               |         |
|-------------------------------|---------|
| Allocataires RSA              | 39 870  |
| Allocataires prime d'activité | 103 370 |

## Évolution du nombre de foyers bénéficiaires entre avril 2023 et avril 2024



## Profil des bénéficiaires du RSA (BRSA) concernés par les plus fortes variations (hausse ou baisse) entre mars 2023 et mars 2024





# Les créations d'entreprise

## Clés de lecture

Une création d'entreprise correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur, avec mise en place de nouveaux moyens de production. Les statistiques incluent les créations sous le régime de micro-entrepreneur. Depuis janvier 2023, les formalités de création d'entreprises s'effectuent sur le guichet électronique des formalités d'entreprises. Ce changement fragilise temporairement le suivi mensuel des créations d'entreprises. Ainsi, les données concernant l'année 2023 sont à considérer avec précaution.

Source : Insee. Données brutes.

Périmètre : départements et circonscription départementale du Rhône

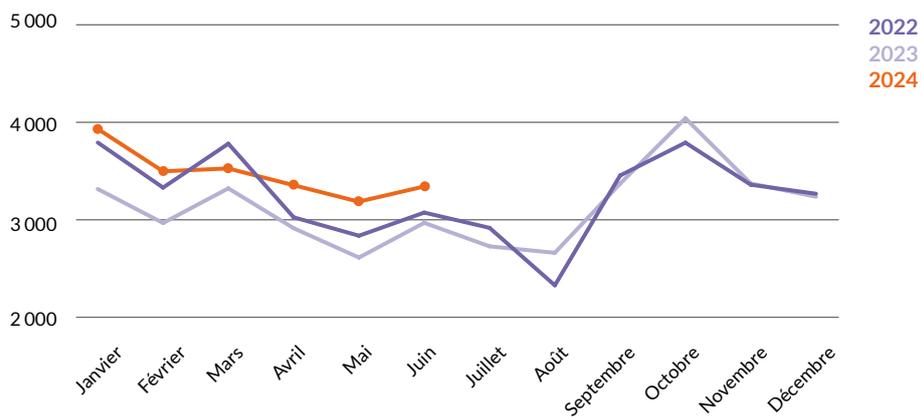
## Sur les six premiers mois, plus de créations qu'en 2022 et 2023

Les créations d'entreprise enregistrées au cours du premier semestre sont en nette augmentation par rapport à l'année dernière. Les augmentations vont de +11 % en France à +16 % dans l'Ain. Il y a également plus de créations qu'en 2022. 20 820 entreprises ont été créées dans le Rhône au cours des six premiers

mois de l'année 2024. C'est 15 % de plus qu'en 2023 et 5 % de plus qu'en 2022. La hausse concerne les différentes catégories juridiques d'entreprise.

Au niveau national, la quasi-totalité des secteurs d'activité enregistrent plus de créations qu'en 2023, exception faite des activités immobilières. Le nombre de créations de micro-entreprises du transport est en forte hausse : +33 %.

## Nombre de créations d'entreprise dans le Rhône



## Nombre et évolution des créations d'entreprise

Cumul de janvier à juin

|                      | Nombre de créations d'entreprise en 2024 | Évolution par rapport à 2023 |
|----------------------|--|------------------------------|
| AIN                  | 4 699                                    | +16 %                        |
| ISÈRE                | 10 440                                   | +15 %                        |
| RHÔNE                | 20 818                                   | +15 %                        |
| AUVERGNE-RHÔNE-ALPES | 67 238                                   | +14 %                        |
| FRANCE               | 576 880                                  | +11 %                        |



# Les défaillances d'entreprise

## Clés de lecture

Une **défaillance d'entreprise** correspond à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire (y compris les résolutions de plans), lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement.

Les **procédures collectives** comprennent également les sauvegardes.

**Sources** : Tribunal de commerce de Lyon ; Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce

**Périmètres** : ressorts des tribunaux de commerce (pour le tribunal de Bourg-en-Bresse, il s'agit de la totalité du département de l'Ain)

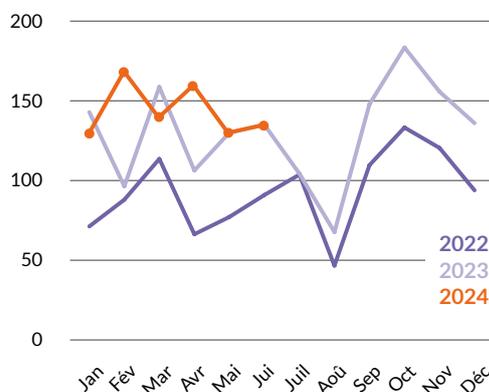
## Le nombre de procédures toujours en hausse

Au premier semestre 2024, 860 procédures collectives ont été ouvertes au tribunal de commerce de Lyon, soit une hausse de 12 % par rapport au premier semestre 2023. Les divergences d'évolution s'accroissent entre les différents tribunaux de l'aire métropolitaine lyonnaise : le nombre de procédures est en hausse très forte au tribunal de Bourg-en-Bresse (+72 %), en hausse limitée à Vienne (+7 %) et stable au tribunal de Villefranche-Tarare. Ces augmentations sont toujours le signe d'un « rattrapage » du nombre de procédures par rapport aux années creuses de 2020 à 2022. Mais elles sont aussi le reflet des fragilités croissantes des entreprises, dans un contexte de stagnation de l'activité.

La majorité des défaillances sont des liquidations judiciaires : elles représentent 85 % des défaillances, les redressements judiciaires seulement 15 %. Le nombre de sauvegardes reste peu élevé mais progresse fortement, passant de 23 au premier semestre 2023 à 36 au premier semestre 2024 au tribunal de Lyon. La sauvegarde permet à une entreprise en difficultés, mais pas en cessation de paiement, de restructurer ses activités et ses créances pour préserver ses emplois et son patrimoine.

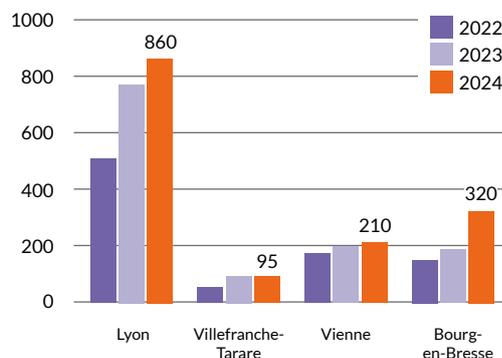
Au niveau national, les activités les plus touchées par l'augmentation des procédures sont les activités immobilières, le transport de marchandises et les activités financières et d'assurance.

## Nombre de procédures collectives au Tribunal de commerce de Lyon



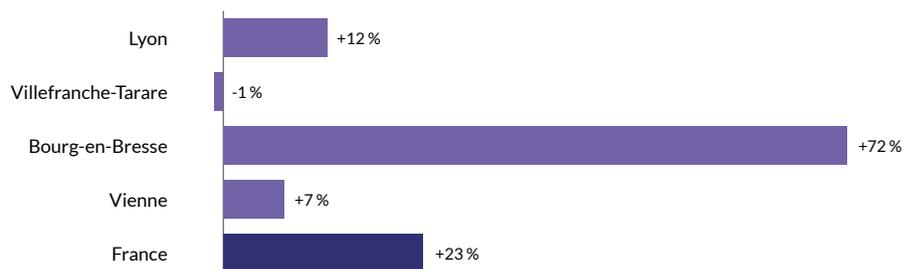
## Nombre de procédures collectives par tribunal

Cumul de janvier à juin



## Évolution du nombre de procédures collectives entre 2023 et 2024

Cumul de janvier à juin





# L'immobilier d'entreprise

## Clés de lecture

L'observatoire du Cecim (Centre d'études de la conjoncture immobilière de la région lyonnaise) publie tous les trimestres une analyse globale du marché de l'immobilier d'entreprise, par type de locaux (bureaux, activité, logistique).

La demande placée comprend toutes les transactions ayant abouti au cours de la période, qu'il s'agisse de locations ou de ventes, de biens anciens ou neufs.

Source : Cecim

Périmètre : périmètre d'étude du Cecim, comprenant la métropole de Lyon, ainsi qu'une large partie du Rhône, le sud de l'Ain et le Nord-Isère.

## Sous le signe de l'attentisme

Les marchés de l'immobilier d'entreprise restent assez contenus depuis le début de l'année. Dans un contexte de ralentissement économique et de manque de visibilité, un certain nombre d'entreprises reportent leurs projets de déménagement ou d'investissement immobilier.

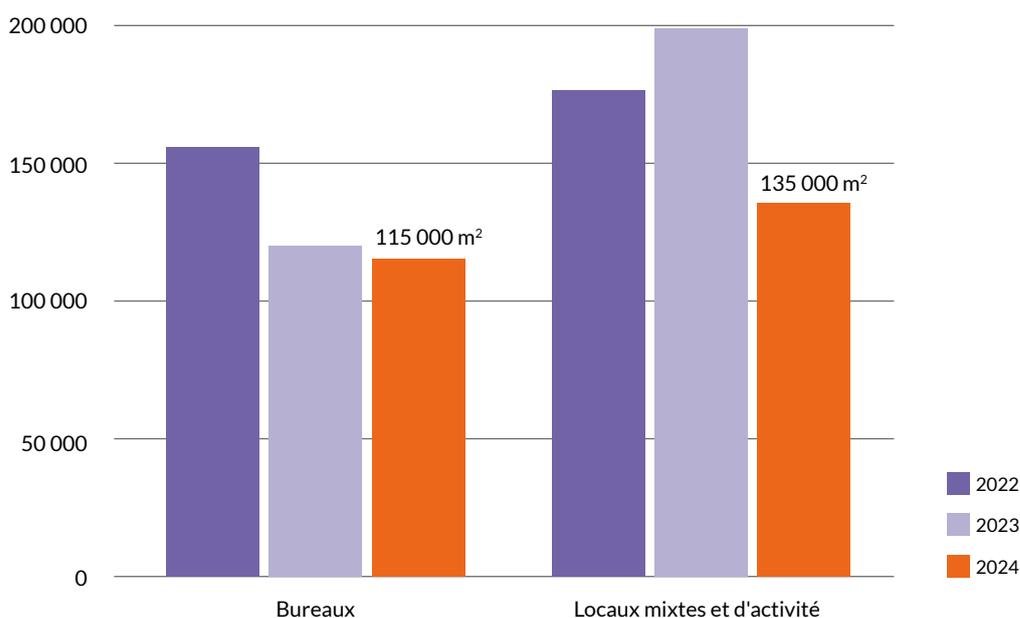
Le marché des bureaux est en léger recul par rapport à l'an passé, avec 115 000 m<sup>2</sup> placés au premier semestre 2024 (-4 % par rapport au premier semestre 2023). Le nombre de tran-

sactions est stable. Le quartier de la Part-Dieu reste le premier en termes de surfaces, suivi du pôle économique Ouest de la Métropole de Lyon et du Val de Saône.

La baisse est plus marquée sur le marché des locaux d'activité et locaux industriels : -32 % pour les surfaces entre le premier semestre 2023 et le premier semestre 2024, avec 170 transactions contre 215 l'an passé. Les projets sont globalement de plus petite taille, mais les valeurs locatives sont en hausse.

Trois transactions ont été recensées sur le marché de la logistique.

## Demande placée par marché (en m<sup>2</sup>) au premier semestre





# Actualités des entreprises

## Clés de lecture

**Champ :** Sélection d'événements économiques concernant les entreprises du territoire, de fin mai à début août 2024

**Source :** veille presse et internet

**Périmètre :** aire d'attraction de Lyon

## Dans la métropole de Lyon

**ACI GROUPE**  
Sous-traitance industrielle  
Lyon 9

Le groupe lyonnais poursuit ses acquisitions : trois usines dans la vallée de l'Arve, une société de services à Martigues et l'activité de pompes hydrauliques du Japonais JTEKT à Blois.

**AUCHAN**  
Grande distribution  
Saint-Priest

Le groupe annonce la réduction de ses surfaces de vente, dont l'hypermarché de Saint-Priest (19 200 m<sup>2</sup> actuellement).

**GROUPE SEB**  
Petit électroménager  
Ecully

Le groupe va construire deux nouveaux bâtiments sur son campus et siège social, soit 10 000 m<sup>2</sup> supplémentaires.

**LDLC**  
Vente de matériel informatique  
Limonest

Le groupe finalise l'acquisition du fonds de commerce de la société parisienne Rue du commerce.

**SANOFI**  
Médicaments  
Lyon 7

Le groupe investit 10 M€ dans l'usine de Gerland pour y produire un anticorps monoclonal.

**TOOLSTATION FRANCE**  
Magasins de bricolage  
Saint-Priest

Le groupe britannique (siège France à Saint-Priest) cesse ses activités en France. 7 magasins et 190 salariés sont concernés dans la métropole et le Rhône.

**VOISIN**  
Chocolats  
Lyon 9

L'entreprise du patrimoine vivant investit 5 M€ dans l'agrandissement et la rénovation de ses locaux de Vaise et consolide son réseau de boutiques.

## Dans le Rhône

**EUROFINS BIOPHARMA PRODUCT TESTING**  
Analyses biopharmaceutiques  
Lentilly

La filiale du groupe nantais Eurofins développe ses activités lyonnaises sur un nouveau site de 2 000 m<sup>2</sup>. 120 salariés sont attendus d'ici 4 ans.

**PANATTONI**  
Développement immobilier  
Colombier-Saugnieu

Le groupe américain annonce la construction d'une plateforme de messagerie de 7 300 m<sup>2</sup> sur la zone Cargoport de l'aéroport de Lyon-Saint Exupéry.

## Dans le Nord-Isère

**ALDI**  
Grande distribution  
Oytier-Saint-Oblas

L'enseigne inaugure l'extension de 13 000 m<sup>2</sup> de son entrepôt, pour un investissement de 20 M€. Des recrutements sont en cours.

**GONZALES**  
Machines spéciales et ensembles mécaniques  
Estrablin

L'entreprise est sélectionnée pour la première promotion de l'accélérateur nucléaire de Bpifrance.

**VALEO**  
Equipements automobiles  
L'Isle-d'Abeau

L'équipementier annonce la fermeture de trois usines en France, dont celle de L'Isle-d'Abeau qui emploie 350 salariés. La recherche de repreneurs est en cours.

## Dans l'Ain

**EDF**  
Production d'électricité  
Saint-Vulbas

Le groupe projette la construction d'un bâtiment de 1 500 m<sup>2</sup> sur le site de la centrale du Bugey, pour la maintenance et le stockage d'emballages de transport de déchets.

**PHARMASEP**  
Systèmes et contenants pour la pharmacie et les biotech  
Civrieux

L'entreprise agrandit son site d'une nouvelle salle blanche et de bureaux.

**VEEPEE**  
E-commerce  
Saint-Vulbas

L'entreprise prévoit d'augmenter les capacités logistiques de son site existant, avec 11 000 m<sup>2</sup> supplémentaires.

Nous remercions  
la Banque de France,  
la CAF du Rhône,  
la CCI Auvergne-Rhône-Alpes,  
la CMA Auvergne-Rhône-Alpes,  
le Cecim,  
France Travail,  
l'Insee,  
le Medef Lyon-Rhône,  
la Métropole de Lyon,  
ONLYLYON & CO,  
le Tribunal de commerce de Lyon,  
l'Urssaf  
et la Ville de Lyon  
pour leur participation à l'élaboration de cette publication.

Directeur de publication : **Damien Caudron**  
Réfèrent : **Clarisse Garin-Hameline** 04 81 92 33 40  
[c.garinhameline@urbalyon.org](mailto:c.garinhameline@urbalyon.org)  
ISSN 0753-34-54

Ce rapport résulte d'un travail associant les métiers  
et compétences de l'ensemble du personnel de l'Agence d'urbanisme



Agence d'**Urbanisme** de l'aire  
métropolitaine **lyonnaise**

Tour Part-Dieu, 23<sup>e</sup> étage  
129 rue Servient  
69326 Lyon Cedex 3  
Tél. : +33(0)4 81 92 33 00  
[www.urbalyon.org](http://www.urbalyon.org)

La réalisation de ce rapport a été permise par la mutualisation  
des moyens engagés par les membres de l'Agence d'urbanisme